

Les subsides

Pour le quatrième mois de suite, le nombre de chômeurs canadiens a augmenté. Le taux de chômage, quant à lui, est en hausse pour le deuxième mois d'affilée. Suite à la récession, le nombre d'employés à temps plein a diminué de 352,000 et depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, il y a quatre ans, ce nombre a baissé de 68,000. Suite à la récession, 346,000 jeunes de moins ont un emploi et depuis que le gouvernement a pris le pouvoir il y a quatre ans, en mars 1980, ce nombre a baissé de 288,000. L'arrivée au pouvoir du gouvernement s'est soldée par la suppression de 68,000 emplois pour les adultes et de 288,000 emplois pour les jeunes, en quatre ans.

Les candidats à la direction du parti libéral, dont cinq sont ministres, parcourent le pays en prétendant proposer de nouvelles orientations économiques. Le ministre de la Justice (M. MacGuigan) aurait, semble-t-il, un nouveau programme économique, mais nous ignorons toujours en quoi il consiste. Il veut que le gouvernement ne s'ingère plus dans les affaires des entreprises du pays. Il veut mettre fin à l'intervention gouvernementale et pourtant, il demeure membre du gouvernement le plus interventionniste de l'histoire du Canada. Le seul candidat qui ne fasse pas partie du gouvernement s'en prend, quant à lui, au déficit. Le ministre chargé du développement économique (M. Johnston) fait de même, à l'instar de tous les ministres libéraux des finances au cours des 12 dernières années et pourtant, aucun d'entre eux n'a pris la moindre mesure pour le réduire. C'est une honte, monsieur le Président.

J'ai en main une étude intitulée *Hidden Unemployment* qui a été effectuée par le Conseil de planification sociale de la région métropolitaine de Toronto. Selon cette étude, l'année dernière, le nombre de chômeurs a atteint 2,019,000 et non pas 1,448,000 comme Statistique Canada l'a prétendu. Pourquoi cet écart? Tout simplement parce que Statistique Canada ne tient pas compte des travailleurs qui ont cessé de chercher un emploi, car ils sont persuadés qu'il leur est impossible d'en trouver un à l'heure actuelle. Le ministre a pourtant prétendu qu'aucun changement de politique ne s'imposait à cet égard.

Pensez-vous, monsieur le Président, qu'il est temps de changer de cap lorsque le taux de chômage s'établit à 11.3 p. 100, que 1.5 million de Canadiens en quête d'un emploi sont incapables d'en trouver un et qu'un demi million d'autres ont tout simplement cessé de chercher, car ils savent qu'ils n'en trouveront pas? Si le ministre est capable de modifier quelque peu sa politique, ne croit-il pas qu'il est temps de le faire? Il n'est pas présent aujourd'hui pour nous donner les raisons justifiant son inaction.

Il prétend qu'il ne peut rien faire à cause des États-Unis. Lorsqu'il change ses sous-vêtements, le matin, il devrait porter la Bannière étoilée. Il devrait se draper dans le drapeau américain, car à l'entendre, seul les États-Unis peuvent faire quelque chose pour aider le monde. Comme nous pouvons le lire à la page 2467 du *hansard* du 27 mars 1984, le ministre a déclaré:

Nous faisons partie de l'économie mondiale...

Voilà une grande nouvelle. Et il a ajouté:

... nous sommes extrêmement influencés par l'évolution des événements aux États-Unis.

Nous en revenons encore aux États-Unis. Chaque fois que le ministre entend dire «États-Unis» il salue chapeau bas. Pourtant, il y a deux ans, il a insulté les Américains. Il est allé chez eux leur dire que nous allions reprendre possession du secteur énergétique, que nous ne voulions pas des investissements étrangers ni des investissements américains. Marc, Cœur de lion, est allé rugir à New York. Il est allé dire aux Américains ce qu'ils pouvaient faire de l'argent qu'ils voulaient investir à l'étranger. Il leur a dit d'aller se le fichier quelque part ailleurs qu'au Canada. Mais maintenant il ne cesse de répéter que nous subissons le contrecoup de ce qui se passe aux États-Unis. Notre Marc-Antoine n'est plus le même.

Nous pouvons lire également à la page 2467 du *hansard* du 27 mars 1984 qu'il a déclaré:

S'il y a une augmentation des taux d'intérêts aux États-Unis, il est évident que nous ne pourrions pas, durant des périodes prolongées, soutenir des taux d'intérêt inférieurs à ceux qui existent aux États-Unis.

Le voilà devenu Marc le perdant, Marc le défaitiste. Il est certes perdant et défaitiste. Tous ceux qui lisent le compte rendu pourront voir que les propos qu'il a tenus cette semaine à la Chambre sont pour le moins confus, contradictoires et irrationnels. Il n'arrive pas à se brancher. Ce n'est plus le Marc Cœur de lion, fort et sûr de lui, qui parlait de sauver le gouvernement. Nous avons devant nous un homme évasif, fuyant, pitoyable et le caquet bas. Bien sûr, il est toujours aussi arrogant et impérieux. Quand on lui montre qu'il a tort, il affirme toujours avoir raison. Il suffit de lire dans le *hansard* les réponses qu'il donne depuis 15 jours pour voir que le sort économique de notre pays est entre les mains d'un homme qui ne sait plus à quel saint se vouer, qui a abandonné, qui n'a aucune solution à proposer et qui se débat tant bien que mal. Sa politique est faite d'ineptie et d'embrouillaminis.

Le ministre est presque aussi mauvais que le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis). Je n'avais jamais entendu autant d'imbécillités de la part du député de Kamloops-Shuswap que j'en ai entendu aujourd'hui. Il n'a fait que dégoïser, sans donner une seule idée économique solide. Les députés de ce côté-là de la Chambre n'ont jamais dépassé l'Université de Cambridge des années 1920. Ils ont vu où les politiques keynésiennes menées à leur extrême avaient conduit le gouvernement libéral du Canada, mais ils ne peuvent même pas trouver quelque chose de neuf. Tout ce qu'ils veulent, c'est les mêmes vieilleries, mais en plus grand.

Statistique Canada nous dit que la demande des consommateurs continuera à être limitée, à court terme, par l'érosion régulière des traitements et les conditions défavorables du marché du travail. Le ministre fait-il quelque chose à ce sujet? Non, apparemment, cela ne justifie pas d'action. Le Conference Board du Canada dit qu'il y a un ralentissement de la croissance économique cette année et une possibilité de récession en 1985. Est-ce que cela pousse le ministre à agir? Non, il n'est pas nécessaire de faire quoi que ce soit. Le Conference Board fait savoir qu'il ne voit pas d'amélioration du taux de chômage, mais une augmentation régulière jusqu'à un taux de 12 p. 100 en 1985. Est-ce que cela conduit le ministre à changer sa politique? Non, apparemment, il n'en voit pas la nécessité.